

**« L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS
RÉGIONALES ET MONDIALES »**

Sommaire

Échange conduit par M. Jean-Pierre Chevènement, président de la Fondation Res Publica

Autour de :

M. Jean-Luc Racine, directeur de recherche émérite au CNRS - Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud de l'EHESS, et chercheur senior à Asia Centre

M. Pierre Antonmattei, auteur de *L'Inde de tous les possibles* (Michalon, 2019)

Avec la participation de :

M. Bernard de Montferrand, ancien ambassadeur de France en Inde (de 2000 à 2002)

M. Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économique, auteur de *Le choc des empires, États-Unis, Chine, Allemagne : Qui dominera l'économie monde ?* (Gallimard/Le Débat, 2014), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica

M. Pierre Conesa, maître de conférences à Sciences Po et à l'ENA, ancien haut-fonctionnaire au ministère de la Défense, auteur de *La Fabrication de l'ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi* (Robert Laffont, 2011) et de *Docteur Saoud et Mister Djihad : la diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont, 2016), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica

M. Alain Dejammet, ambassadeur de France, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica

Mme Marie-Françoise Bechtel, ancienne députée de l'Aisne, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica

Mme Nathalie Pilhes, haute-fonctionnaire, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

Nous reprenons ce soir le cycle de nos séminaires dans des conditions nouvelles qui nous amènent à leur donner un format plus resserré.

Le séminaire d'aujourd'hui est consacré à l'Inde, un grand pays auquel nous nous étions déjà intéressés à l'occasion d'un colloque il y a quatre ans¹ auquel participait déjà Jean-Luc Racine, chercheur à la FMSH, directeur de recherche émérite au CNRS - Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud de l'EHESS, chercheur senior à Asia Centre et auteur de nombreux ouvrages. Un peu de temps s'est passé, les choses ont évolué en Inde et dans l'environnement international. La montée de la Chine s'est accélérée. Les tensions avec les États-Unis ont changé la donne internationale.

Pierre Antonmattei, dont l'ouvrage remarquable, *L'Inde de tous les possibles*, est paru en 2019 aux éditions Michalon, et Jean-Luc Racine échangeront avec les experts éminents qui nous font l'honneur de leur présence. Ne pouvant les énumérer tous, je citerai notre ancien ambassadeur en Inde, Bernard de Montferrand, des représentants de l'ambassade d'Inde et du Quai d'Orsay et des gens qui ont réfléchi aux problèmes des civilisations, je citerai Jean-Michel Quatrepoint, Pierre Conesa, d'autres encore.

Nous voudrions ce soir mettre le projecteur sur la notion d'hindouïté (*hindutva*). Le Premier ministre de l'Inde, Narendra Modi, qui, réélu l'an dernier, dispose de la majorité absolue au Parlement, est le leader du BJP (*Bharatiya Janata Party*, « Parti du peuple indien »), parti dit nationaliste. Nous essaierons de comprendre ce que signifie l'*hindutva* et de voir où cela nous conduit.

Le deuxième aspect sur lequel j'aimerais que nous nous penchions est celui de l'évolution rapide du contexte international. Comment l'Inde se positionne-t-elle

¹ « *Où va l'Inde ?* », colloque organisé le 6 juin 2016 par la Fondation Res Publica.

entre les États-Unis et la Chine ? Quels sont ses atouts ? Quelles sont ses faiblesses ? Quelles sont ses marges de manœuvre ?

Ceci ne fait pas du tout obstacle à ce que soient traités d'autres sujets sur lesquels Pierre Antonmattei, à qui je vais d'abord donner la parole, s'est longuement étendu dans son livre panoramique, n'oubliant aucun aspect : *L'Inde de tous les possibles*. Titre judicieux parce qu'en effet il y a encore beaucoup de possibles. Pierre Antonmattei, qui a été directeur des Lycées à l'époque où j'étais ministre de l'Éducation nationale, avant, dans une époque plus proche, de diriger la formation de la police, est passionné par l'Inde et y consacre tous ses loisirs.

PIERRE ANTONMATTEI

Merci, Monsieur le président.

L'*hindutva* est un concept assez difficile à saisir pour des Occidentaux. Je dirai que c'est une galaxie apparue au moment où l'Inde allait accéder à l'indépendance.

Une des caractéristiques de l'Inde est que c'est un pays extrêmement religieux. 82 % des Indiens sont hindous. D'autres religions sont pratiquées par des minorités, la plus importante étant l'islam (200 millions de musulmans). La coexistence des différentes religions pose un certain nombre de problèmes et de difficultés. De plus, l'Inde est un pays qui, plus que tout autre, est obsédé par son passé, au point que l'on peut s'y entretuer pour un temple qui a été détruit il y a 150 ans ou 200 ans. Il est impressionnant de voir à quel point le passé commande le présent. Chaque religion a sa pratique mais le passé existe. Le passé dit d'abord que, dans sa longue histoire, l'Inde a été envahie par des populations diverses et variées, notamment, vers l'an mil, par des populations de confession musulmane. Les difficultés entre musulmans et hindous se sont manifestées tout au long de l'histoire de l'Inde, culminant au moment de l'indépendance qui s'est accompagnée d'épouvantables massacres de masse qui ont beaucoup assombri la suite des événements pour l'Inde.

Pourquoi les tenants de l'*hindutva*, dont le Premier ministre est l'un des acteurs, s'opposent-ils à une cohabitation paisible des différentes religions ? On a cru cette cohabitation possible à l'époque de Nehru, acteur de l'indépendance de l'Inde qui

présida à l'adoption de sa Constitution. Nehru, pour tenter d'éviter les tensions religieuses, avait pensé un sécularisme à l'indienne, une sorte de laïcité. D'ailleurs, le mot laïcité figurera dans la Constitution de l'Inde². Jusqu'aux années 70, ce modèle semblait fonctionner correctement mais petit à petit la situation s'est dégradée avec l'irruption dans les années 80 d'un nationalisme prescrivant l'hindouisme à tous les habitants de l'Inde. L'*hindutva* est cette exigence, cette pression pour en venir à ce que toutes les minorités présentes en Inde acceptent la suprématie culturelle de l'hindouisme et sa traduction en termes d'identité nationale. Des mesures ont été prises par le Premier ministre indien qui vont dans ce sens-là.

S'ajoute à cela le terrible problème du Cachemire, à la fois politique et religieux. Cet ancien royaume, où les musulmans sont nombreux, a été l'enjeu et le site de nombreux conflits armés, pas moins de quatre guerres depuis l'indépendance, dont la dernière, le conflit de Kargil qui opposa l'Inde et le Pakistan en 1999 (la France avait soutenu les Indiens), provoqua de nombreuses pertes humaines. Cette belligérance, qui n'a jamais cessé, crée une situation très difficile à trancher. En 1949, l'ONU avait mis en place une ligne de cessez-le-feu qui a figé les positions militaires : le Jammu-et-Cachemire, au Sud, occupé par l'État fédéré indien, l'Azad Jammu-et-Cachemire et les territoires du Nord par le Pakistan. La Chine occupera l'Aksai Chin, petit territoire du Nord-Est dans les années 50. En 1962, un conflit opposa la Chine à l'Inde pour le contrôle de territoires sur la frontière himalayenne. La Chine avait l'avantage quand Nehru réclama l'intervention aérienne des États-Unis au président Kennedy. En pleine guerre froide, ce dernier redoutait que cette guerre n'aboutît à une guerre totale entre les deux nations les plus peuplées au monde. On peut dire que la même chose se répète : la Chine essaye de grignoter les frontières de l'Inde en permanence, ce qui renforce la belligérance dans la région du Cachemire.

² La laïcité, avec l'inclusion, l'égalité et la tolérance, fait partie des principes fondateurs inscrits dans sa Constitution de 1949 par son rédacteur, Bhimrao Ramji Ambedkar, un intouchable.

Toutefois, deux articles de la Constitution de l'Inde permettaient aux musulmans de contribuer à la gestion du Cachemire³. Or, par un coup de force, M. Modi, devenu Premier ministre, dans le but d'« hindouiser » le Cachemire, a décidé de révoquer ce statut d'autonomie constitutionnelle de l'État du Jammu-et-Cachemire.

La situation au Cachemire se dégrade donc continuellement. Les tensions entre hindous et musulmans (soutenus par la Pakistan) ne font que s'aggraver, rendant la situation extrêmement difficile.

Comme je l'ai dit, l'*hindutva* tend à ce que tous les habitants de l'Inde adoptent la religion hindoue. Le Premier ministre indien a décidé de réformer les dispositions concernant l'accès à la nationalité dans un sens qui peut paraître « généreux », attribuant la nationalité indienne à toutes les personnes arrivées en Inde depuis un certain temps, quelle que soit leur religion... à l'exception des musulmans quittant le Pakistan pour l'Inde et les migrants bangladais venant en Inde illégalement pour trouver du travail. Cette réforme a déclenché des manifestations, durement réprimées, dans le Nord de l'Inde où les musulmans sont nombreux.

Avant même l'élection de Modi, un certain nombre de personnalités indiennes, notamment des universitaires, étaient recherchées et parfois exécutées par des spadassins. Des journalistes ont été assassinés. Par ailleurs, en 2017 notamment, une chasse aux musulmans a été déclenchée au motif que ceux-ci consomment de la viande de bœuf.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Ces pratiques ont-elles un caractère de généralité ?

³ L'article 370 de la Constitution indienne donnait un pouvoir exceptionnel à l'assemblée législative de l'État du Jammu-et-Cachemire dans la gestion de ses affaires et limitait les pouvoirs de New Delhi à des domaines tels que la défense ou les communications. D'autre part, l'article 35-A, interdisait aux non-Cachemiriens de détenir des propriétés dans la région.

PIERRE ANTONMATTEI

On ne connaît pas l'ampleur des choses. Il est difficile de compter les paysans qui se font rosser parce qu'ils commercent du bœuf. Lors du premier mandat de Modi (de 2014 à 2018), ces incidents étaient relativement isolés. En 2016 et 2017, je me suis étonné auprès d'Indiens relativement libéraux du fait qu'on laissait sévir ces nervis. Mais généralement, ils ont relativisé le phénomène, arguant qu'il ne touchait qu'une minorité infime eu égard à la population du pays : un raisonnement qui faisait peu de cas de la liberté... et qui n'incitait sans doute pas la justice indienne à punir les coupables... si bien que l'on peut craindre que la situation ne s'aggrave.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Pourrait-on revenir sur le RSS (*Rashtriya Swyamsevak Sangh*, Organisation patriotique nationale) et à l'historique de ce courant idéologique ?

PIERRE ANTONMATTEI

L'*hindutva* a toute une série de ramifications dont la première est le BJP qui en est l'émanation.

Le RSS est quelque chose de très important. Créée en 1925, cette milice de type militaire qui s'inspire du mouvement fasciste italien, peut être perçue comme positive lorsqu'elle apporte une aide humanitaire aux populations lors des catastrophes. Fort de ses 6 millions de membres, le RSS est utilisé également pour les campagnes électorales. Nehru, qui préconisait la distinction entre le religieux et les institutions étatiques, avait en son temps interdit le RSS qu'il considérait comme anticonstitutionnel et antidémocratique.

Beaucoup d'autres ramifications infiltrèrent les universités, les syndicats, la plupart des activités et même les castes.

L'*hindutva* est donc un système extrêmement complet.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Le concept d'*hindutva*, formalisé au lendemain de la Première Guerre mondiale par Vinayak Damodar Savarkar (1883-1966) dans un essai intitulé *Essentials of Hindutva* (1923), est un concept identitaire, c'est l'hindouïté, l'identité de l'Inde selon le BJP.

L'Inde a une religion pratiquée par un milliard d'hommes et de femmes.

Pour l'*hindutva*, le RSS est une sorte d'école ou de matrice idéologique...

PIERRE ANTONMATTEI

Le RSS a ses propres écoles qui scolarisent de nombreux enfants. Modi est lui-même un produit du RSS où il a été engagé dès l'âge de huit ans.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Comme vous l'avez dit, le RSS a différentes branches dont une branche politique, le parti BJP, parti nationaliste aujourd'hui au pouvoir dont j'ai lu qu'il compte 80 millions de membres. Ce chiffre est peut-être un peu exagéré mais c'est une force dans le paysage politique.

N'est-il pas normal qu'un peuple ait une identité au sens de Braudel : « L'identité d'un pays c'est son histoire mais toute son histoire... » ?

L'Inde, qui compte quand même 14 % de musulmans et une pincée de sikhs, de bouddhistes, de chrétiens (2 %), de jaïns, etc., est majoritairement hindoue (80 %).

Mais fondamentalement l'identité d'un peuple est son histoire. Braudel définissait l'identité comme l'histoire d'un peuple sans rien en omettre jusqu'à aujourd'hui⁴, une identité qui reste ouverte sur l'avenir et nous délivre donc de

⁴ « Pour un historien, il y a une identité de la France à rechercher avec les erreurs et les succès possibles, mais en dehors de toute position politique partisane. Je ne veux pas qu'on s'amuse avec l'identité. Vous me demandez s'il est possible d'en donner une définition. Oui, à condition qu'elle laisse place à toutes les interprétations, à toutes les interventions.

l'essentialisme. L'identité est dans la continuité historique. Comme l'a dit Emmanuel Macron dans son discours du Panthéon (4 septembre 2020) commémorant la naissance de la III^e République, « *La République commence bien avant la République elle-même, car ses valeurs sont enracinées dans notre histoire.* » La nation est la condition de formation de la République, c'est toute une histoire qu'il faut embrasser dans sa longue durée.

Je pense qu'on ne peut pas critiquer le fait qu'une nation revendique une identité. Évidemment les peuples ont une identité. Le problème est de savoir comment on la définit et ce sur quoi elle débouche.

Il y a effectivement des excès dont je ne mesure pas la portée : vouloir reconstruire un temple hindou à l'emplacement d'une mosquée construite il y a cinq siècles par Babur, un des grands Moghols, crée évidemment beaucoup d'émotion⁵.

Mais quelles sont les manifestations de l'hindouïté ?

Vous avez parlé de la législation qui exclut les seuls musulmans du dispositif permettant de régulariser les réfugiés arrivés avant 2014. Néanmoins, me faisant l'avocat du diable, je dirai que les 200 millions de musulmans qui vivent en Inde en font le pays où il y a le plus de musulmans après l'Indonésie, pays que l'Inde dépassera bientôt, compte tenu du dynamisme démographique de cette catégorie de la population, dynamisme redouté par les hindous.

Mais, à ma connaissance, on ne les force pas à se convertir, ces 200 millions de musulmans présents en Inde !

Pour moi, l'identité de la France est incompréhensible si on ne la replace pas dans la suite des événements de son passé, car le passé intervient dans le présent, le "brûle". » (Fernand Braudel, dans un entretien réalisé par Michel Kajman, publié dans Le Monde les 24-25 mars 1985).

⁵ La Cour suprême indienne a autorisé le 9 novembre 2019 la construction d'un temple hindou à Ayodhya (nord) sur le site d'une mosquée du XVI^e siècle dont la destruction en 1992 par des nationalistes hindous avait provoqué de sanglantes émeutes intercommunautaires et fait 2000 morts. Les nationalistes hindous, parmi lesquels les partisans du *Bharatiya Janata Party* (BJP) du Premier ministre Narendra Modi, croient que Ram, leur dieu guerrier, est né à Ayodhya et que Babur, le premier souverain musulman de l'empire moghol, y avait fait construire la mosquée Babi sur le site d'un temple hindou.

PIERRE ANTONMATTEI

La loi, qui veut désormais que les musulmans ne puissent plus entrer en Inde, vise notamment les nombreux musulmans qui viennent du Sri Lanka pour trouver du travail en Inde.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Il faut replacer cela dans le contexte géographique et géopolitique. L'Inde est cernée par des forces hostiles : la Chine, le Pakistan, allié à la Chine et aux Américains, le Bangladesh, qui est musulman, d'où l'alliance, pendant longtemps, avec l'URSS. Dans ce contexte, la réaction de l'Inde est celle d'un pays qui, se sentant assiégé, se replie sur son identité.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Si on veut présenter les choses de façon équilibrée, il faut quand même rappeler que le Pakistan, pourtant fondé par un agnostique, Muhammad Ali Jinnah (1876-1948), devint avec le général Muhammad Zia-ul-Haq (1924-1988) un État intégriste religieux. Il faudrait faire l'histoire du Pakistan. Nous avons consacré un colloque à ce sujet⁶ en émettant le souhait que le Pakistan puisse se constituer sur les bords de l'Indus, puisque c'est cette région qui a été dévolue aux musulmans au moment de la partition, comme État non confessionnel, sur le principe de la citoyenneté. Pour comprendre l'Inde il faut aussi comprendre le Pakistan. C'est un binôme, il y a un rapport dialectique entre les deux.

JEAN-LUC RACINE

Pour débattre nous devons disposer de divers éléments sur un sujet qui, comme vous l'avez dit, est particulièrement complexe.

⁶ « *Où va le Pakistan ?* », colloque organisé le 22 juin 2009 par la Fondation Res Publica.

J'aurai une lecture un peu différente de la vôtre.

Les textes qui ont marqué l'histoire du RSS depuis 1925 dessinent une ligne de force qui constitue la matrice idéologique sur laquelle se fonde le *Bharatiya Janata Party* (BJP), le parti du peuple de *Bharat* (nom sanscrit de l'Inde), sachant que le terme « Inde », qui vient de l'extérieur (des Grecs, d'Alexandre, etc.), désigne ce qui est au-delà du fleuve Indus.

Certes il faut faire la distinction entre l'idéologie et la pratique. Mais fondamentalement le cœur de la réflexion a été formulée par Savarkar en 1923 (deux ans avant la fondation du RSS) dans son essai *Essentials of Hindutva*, rebaptisé ensuite *Hindutva. Who is a Hindu ?*.

Le RSS (*Rashtriya Swayamsevak Sangh*, association des serviteurs de la nation) est plus qu'une milice.

Des manifestations de force rassemblent des centaines, voire des milliers d'hommes en uniforme (traditionnellement chemise blanche, calot noir, short kaki, aujourd'hui remplacé par un pantalon) brandissant le fameux bâton de bambou ferré (le *lathi*) qui leur sert d'emblème martial. On peut donc parler d'une milice et d'un certain culte de la force.

Mais le RSS, c'est aussi un discours. Sur son site officiel, le RSS s'autodéfinit ainsi : « *Pour le bien-être de l'entière humanité Bharat doit se tenir devant le monde comme une nation ayant confiance en soi, résurgente et puissante. Le Sangh (le RSS), quant à lui, a pour but de donner de l'énergie dans tous les champs de l'activité nationale. Exprimé en termes simples, l'idéal du Sangh est de porter la nation au pinacle de la gloire en organisant la société tout entière.* »⁷ Cette autodéfinition mérite qu'on s'y arrête parce qu'elle va bien au-delà d'une milice en mettant en avant une conception de la nation, une idée de l'Inde, à l'opposé de celle que Nehru avait portée de façon emblématique avant et après l'indépendance.

La vraie question est celle de la pluralité. Vous l'avez dit : l'Inde compte environ 82 % d'hindous.

Mais qu'est-ce que l'hindouisme comme religion et plus encore comme identité ? S'agit-il, comme certains l'ont dit, d'une construction coloniale

⁷ Site internet du RSS : www.rss.org.

britannique homogénéisant la pluralité consubstantielle de la « pensée hindou » pour mieux opposer hindouisme et islam, selon le principe de « diviser pour régner » ? Ou bien l'hindouisme est-il, à l'heure de la genèse du nationalisme indien, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle et de sa consolidation pendant la première moitié du XX^e siècle, un concept relativement récent, et englobant, qui met de côté la diversité des rites et des croyances - le shivaïsme, le vishnouisme, la bhakti, etc...- qui sont la définition même de l'hindouisme traditionnel pour en faire en quelque sorte une étiquette de la majorité de la population, même avant la partition de 1947 ?

Il y a dans l'esprit des théoriciens, des idéologues de l'*hindutva*, deux concepts majeurs :

L'Inde comme patrie, « matrice » devrais-je dire car l'image de la Mère-Inde, *Bharat Mata*, est quasiment déifiée. Et l'Inde comme Terre sacrée. Pour ces idéologues, tous les Indiens, quelle que soit leur religion, sont des enfants de la patrie, à l'exception de ceux qui ont adopté des religions venues de l'étranger, non pas les sikhs, les bouddhistes, ni les jaïns mais les musulmans et les chrétiens. Si les premiers sont les descendants des envahisseurs musulmans, tel Mahmoud de Ghazni (971-1030), qui, il y a un millénaire, est venu avec sa soldatesque d'Afghanistan, les premiers musulmans à venir, dès les lendemains de l'Hégire, étaient les commerçants arabes qui débarquaient sur les côtes du Kérala. Ce n'étaient pas des envahisseurs. Ceux qui ont adopté des religions étrangères sont peut-être des fils du sol mais ils ne sont plus des fils de la Terre sacrée. Je vous épargne les discours des chefs successifs du RSS, forgerons de la doctrine idéologique, me bornant à citer Golwalkar (1906-1973), l'un des premiers dirigeants du RSS qui, par ces mots : « *Le simple fait d'être né sur un territoire particulier mais sans en avoir les configurations mentales ne peut jamais donner à cette personne le statut d'un membre de la nation* », formulait la position la plus extrême.

En septembre 2018, l'actuel chef du RSS, Mohan Bhagwat, avait fait une série de conférences (où il avait invité le leader du Congrès et le leader communiste qui avaient poliment décliné l'invitation). C'était l'époque du premier mandat de Narendra Modi, marqué par les incidents que vous avez évoqués : lynchages de gens – surtout des musulmans – qui font commerce de la vache et du bœuf, « vigilantisme » (pardon pour l'anglicisme) des milices qui poursuivent ceux qui ne sont pas dans le droit chemin, ceux qui tuent la vache mais aussi les jeunes

filles qui se laissent séduire par des jeunes gens musulmans. Le « djihad de l'amour » (*Love Jihad*) est vu comme une obscure conspiration visant à affaiblir la communauté d'origine des jeunes femmes hindoues qui, séduites par des musulmans, abandonnent leur religion ancestrale. Ces incidents avaient eu un effet négatif dans certains cercles internationaux et avaient suscité des critiques en Inde même. On vit donc le leader du RSS, en septembre 2018, tenir un autre discours, parlant d'un malentendu, d'une conspiration visant à présenter les membres du RSS comme des « communalistes » (est « communaliste » celui ou celle dont l'attachement à sa communauté se combine avec une hostilité active à l'encontre d'autres communautés qui partagent le même espace géographique et politique). On nous accuse à tort de tout cela, déclarait Mohan Bhagwat. En réalité, en Inde, quelle que soit la religion, chacun est hindou (on joue sur l'ambiguïté entre hindou et hindouisme). Il ne s'agit pas de convertir les musulmans, ajoutait-il, mais de faire en sorte que les musulmans – comme les chrétiens, etc. – adhèrent à une idéologie qui reconnaît la suprématie de l'hindouisme, dans la mesure où, pour citer un autre idéologue du RSS, « *la culture est la nature même de la nation* ». Mais quelques mois plus tard, le même Bhagwat, dans un discours qui célébrait la victoire du dieu Rama sur le démon Ravana, expliquait que *Bharat* est l'Hindoustan, est la nation hindoue. Dans la vision du *Sangh* (du RSS), le mot hindou ne concerne pas simplement ceux qui eux-mêmes s'appellent hindous.

Autrement dit le RSS tient aujourd'hui un double langage : à côté d'un discours dans la ligne du radicalisme hérité des idéologues fondateurs, un nouveau discours tente de s'installer (« *Ne me jugez pas sur mes propos, jugez-moi sur les actes* » dit Bhagwat lui-même) qui consiste à dire que tous les Indiens sont hindous, non parce qu'ils renient leur religion mais parce que l'hindouisme prévaut, non en tant que rite mais en tant que moule intellectuel et idéologique. Sur des bases intellectuelles aussi floues on peut interpréter ces propos soit comme une façon de se dédouaner, soit tout simplement comme un symbole d'une domination qu'on peut appeler, avec un autre anglicisme, « majoritarienne » : les minorités doivent accepter la suprématie idéologique de la majorité. Cela s'accompagne évidemment d'un certain nombre de mesures qui inquiètent jusqu'aux fervents soutiens internationaux de l'Inde. Je pense à un texte publié aujourd'hui même sur le site de la Fondation *Carnegie* par

Ashley J. Tellis⁸, lui-même d'origine indienne et grand soutien des rapports entre les États-Unis et l'Inde, qui met en garde : « attention, si l'Inde devient une démocratie illibérale, et elle semble être en train de le devenir, cela nuira à son positionnement dans le nouveau jeu géopolitique international. » Je rejoins là les questions que vous posiez bien au-delà du cadre régional.

PIERRE ANTONMATTEI

Selon Savarkar, qui théorisa l'*hindutva*, être hindou c'est avoir un mode de vie : faire des offrandes aux dieux, suivre les fêtes, faire que toute sa vie soit marquée par l'hindouisme. J'observe par ailleurs que Modi a mieux traité les chrétiens qui sont toujours autorisés à entrer en Inde, contrairement aux musulmans. Depuis le premier mandat de Modi, les chrétiens bénéficient d'une relative bienveillance, eu égard à leurs actions humanitaires en Inde, sur le plan médical, etc. (On pense à Mère Teresa). C'est donc bien le musulman qui est considéré comme le grand ennemi.

Il ne faut pas oublier que l'Inde a connu à partir de 1990 une terrible séquence de terrorisme qui a fait autant de morts que l'attentat du *World Trade Center*. Les attentats terroristes étaient à la fois le fait des Cachemiris, qui se disaient maltraités, et de formations jihadistes pakistanaïses (*Lashkar e Taiba*, *Jaish e Muhammad*) opérant au Cachemire en lien avec certaines factions locales et en Inde même.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Je voudrais en revenir au concept d'hindouïté parce que je pense que nous devons le serrer de très près.

Jean-Luc Racine a prononcé les mots de « démocratie illibérale » qui mériteraient une définition.

En quoi l'hindouïté du BJP ferait-elle de l'Inde une démocratie illibérale ?

⁸ Ashley J. Tellis, « India's Path to the Big League », *Carnegie Endowment for International Peace*, 9 septembre 2020.

Le mot hindouïté est susceptible de plusieurs définitions : une définition qui tend vers l'extrémisme, vous l'avez dit. J'emprunte une autre définition à Jean-Claude Carrière pour qui « *l'imaginaire est le ciment de l'Inde*⁹ ». L'hindouisme est la religion d'un milliard d'hommes, une des plus grandes religions du monde qui fait voir le monde à travers les dieux, à travers Brahma, à travers Vichnou, à travers Shiva... Je racontais à mes enfants que, lors d'un voyage en Inde en qualité de ministre de la Défense, emmené à Bangalore pour visiter un temple par un chef du protocole du plus pur style « British », je vis avec stupéfaction celui-ci se prosterner devant un éléphant qu'il enduisit de beurre ! En une demi-heure, le personnage britannique qui m'avait accueilli s'était mué en un sectateur de Ganesh. C'est une façon de voir le monde, une *Weltanschauung*. Les hindous croient en un monde habité, ils vivent avec les catégories issues de leur religion millénaire, à travers le *Mahabharata* et le *Ramayana* (autre grand poème épique), qui naturellement modèlent leur perception.

Je fais une différence entre mentalité religieuse et identitarisme de combat. Ce n'est pas la même chose et il me semble que si on veut comprendre Modi il faut admettre qu'il y a des degrés et des nuances. Mais je peux me tromper. Je ne suis pas un aussi bon observateur que vous.

Monsieur l'ambassadeur de Montferrand va nous donner sa perception de l'*hindutva*.

BERNARD DE MONTFERRAND

Il y a un point sur lequel on n'a peut-être pas assez insisté en parlant de l'*hindutva*, c'est son caractère récent. Ce concept est né, comme vous l'avez souligné, après la Première Guerre mondiale et, à mon sens, il est très lié à la lutte pour l'indépendance et à l'histoire de la colonisation de l'Inde.

Après la colonisation, les Indiens aspirent à retrouver une identité qui soit vraiment la leur. L'Inde est un pays de religion et de culture hindoue envahi au cours de son histoire par des étrangers qui avaient pris les manettes du pouvoir. Cela commença par les Moghols dont certains furent extraordinairement tolérants, d'autres beaucoup moins. Et puis les Anglais s'étaient appuyés sur les

⁹ Jean-Claude Carrière, *Dictionnaire amoureux de l'Inde*, Paris, Plon, 2001.

musulmans : les *zamindars*, propriétaires fonciers, chargés de percevoir l'impôt par les Britanniques, perpétuant une situation de néo-féodalisme, étaient très souvent des musulmans. Le BJP a donc reconstruit l'histoire de l'Inde en revendiquant le caractère majoritaire de l'hindouïté.

En quoi cela marque-t-il la vie politique indienne ?

Je crois qu'il y a plusieurs manières de voir :

Cet attachement profond à l'identité reste extrêmement fort.

Vous avez parlé de Jean-Claude Carrière. Avant de jouer le *Mahabharata* au Théâtre des Bouffes du Nord, il avait emmené toute sa troupe faire le tour de l'Inde pour voir comment dans les villages on jouait le *Mahabharata*. Il a écrit de très beaux textes sur le sujet¹⁰. Il constatait, par exemple, que partout les mères indiennes, parfois même musulmanes, apprennent cette histoire à leurs enfants avant qu'ils s'endorment.

Donc, comme vous le disiez, ce fond culturel identitaire reste omniprésent.

En quoi ce retour du passé change-t-il les choses aujourd'hui ?

D'abord cela apporte une polarisation politique très forte. Les débats politiques dans l'Inde d'aujourd'hui sont marqués par une violence qui n'existait pas du temps du « bon » Congrès, du Congrès qu'on aimait en Europe ou à l'étranger.

Mais cela est considérablement tempéré par le fait que le BJP et tous ces partis intégristes sont très divisés entre eux. La diversité des partis politiques relativise la vague BJP. Dans tous les États s'affrontent des coalitions d'une grande diversité, avec des gens qui changent de parti ou d'alliances comme de chemise, souvent en fonction de raisons financières. C'est un facteur modérateur.

Il est vrai toutefois que l'ancienne conception de la vie politique indienne, que nous idéalisions d'ailleurs un peu, celle du Congrès, a explosé. Quand j'étais ambassadeur en Inde, il y a déjà longtemps, on avait organisé – cela ferait sourire beaucoup de gens aujourd'hui – un séminaire sur la laïcité à la française et la laïcité à l'indienne. Nos amis indiens avaient les yeux un peu écarquillés quand on leur expliquait la laïcité française. Néanmoins il y avait cette espèce de compréhension commune. Aujourd'hui il serait impossible en Inde d'organiser un tel séminaire !

¹⁰ Jean-Claude Carrière, *À la recherche du Mahâbhârata, carnets de voyages en Inde avec Peter Brook 1982-1985*, Paris, Kwok On, 1997.

Moi je crois que toutes ces poussées, ce nationalisme, sont tempérés aujourd'hui par la diversité indienne dans les différents États et par la démocratie locale dans les structures locales, régionales ou villageoises.

Mais cela reste – et restera – prégnant parce que l'identité indienne aujourd'hui, face à l'environnement tel qu'il est, est une demande profonde de l'opinion publique.

PIERRE ANTONMATTEI

Effectivement les hindous ont vécu la façon dont les Anglais les traitaient comme méprisante (Churchill traitait souvent Gandhi de fakir à demi-nu...). Je crois que les Anglais avaient des relations plus faciles avec les musulmans parce qu'ils ne comprenaient pas grand-chose à la culture indienne où ils ne voyaient que dieux et déesses baroques et rites extravagants. Ce mépris de beaucoup des colonisateurs britanniques a été bien perçu par les leaders de l'indépendance, ainsi que par beaucoup de philosophes, écrivains, poètes liés à la religion hindouiste, tels Vivekananda, Sri Aurobindo, Rabindranath Tagore, tous personnages de grande envergure. Comme la Révolution française l'indépendance de l'Inde a vaincu par l'alliance des intellectuels (les lumières) avec le peuple....

Il faut aussi rappeler que l'accès à l'indépendance indienne a été à plusieurs reprises meurtrier de part et d'autre. À un certain moment les militants pro-indépendance étaient presque tous en prison. Les Indiens étaient considérés comme les suppôts les plus actifs de la décolonisation de la « perle de l'Empire » et par voie de conséquence de la fin de l'Empire britannique.

PIERRE CONESA

Je comprends la question sur l'identité religieuse de chacune des nations. Mais, pour avoir travaillé sur ce sujet, je suis frappé par l'extraordinaire similitude de tous ces radicalismes religieux. Toutes les étapes que vous avez décrites : le changement du code de la nationalité, le statut des migrants, la crispation sur la guerre de la vache, le *djihad*, la destruction des lieux de culte ou leur changement d'affectation, se retrouvent aujourd'hui dans tous les radicalismes religieux. Ces

crispations concernent toutes les grandes aires religieuses. L'originalité de l'Inde, qui est d'être une démocratie et de laisser libre cours à ce fanatisme doit être relativisée car les pratiques qu'on y observe ressemblent beaucoup à celles des salafistes djihadistes, des juifs radicaux, et même des bouddhistes. En effet, les bouddhistes aussi s'y mettent. Au Sri Lanka, ils ont changé le code de la nationalité : ils ne veulent pas reconnaître aux Tamouls du sud de l'Inde leur droit à la nationalité.

Le radicalisme religieux se caractérise par un triptyque : une foi, un peuple et une terre, qui conditionne toutes les règles. On fait partir ceux qui n'ont pas de légitimité à séjourner sur cette terre dont on définit les limites selon un principe mythologique. L'*oumma*, par exemple, est un terme qui n'a pas de visibilité géographique, néanmoins c'est une thématique qui revient continuellement chez les salafistes.

Je voulais à la fois relativiser la situation de l'Inde et en même temps la rapporter à d'autres situations qui sont assez semblables.

JEAN-LUC RACINE

Il est en effet judicieux de replacer le cas indien dans un contexte beaucoup plus large.

On peut le faire aussi sur le plan purement politique. Narendra Modi représente à sa façon – qui n'est pas celle de Poutine, qui n'est pas celle d'Erdogan, etc. – une évolution contemporaine où l'on voit des nations mettre en avant un homme fort.

On ne comprend pas ce qui se passe en Inde depuis 2014 si on ne comprend pas ce que représente la personnalité de Narendra Modi. C'est quelqu'un qui renvoie à un modèle du RSS. Il a été marié très jeune, il a laissé sa femme de côté, ce qui lui donne un peu la figure du « renonçant » (« *saṃnyāsīn*¹¹ »). D'ailleurs il est en train de se laisser pousser la barbe, qu'il avait jusque-là taillée de près. En même temps il est aujourd'hui l'incarnation de l'homme fort, toutefois avec des nuances.

La diversité politique des États indiens que soulignait Bernard de Montferrand est une réalité. Mais il ne faut pas oublier qu'un certain nombre de gens qui vont

¹¹ Nom donné à ceux des hindous qui, pour obtenir la délivrance (« *moksha* », c'est-à-dire le « salut »), décident de renoncer au monde et se doivent de ne plus rien posséder qu'un bâton pour s'aider dans leur marche et un bol pour recueillir les aumônes.

voter dans un des 28 États de l'Inde pour tel ou tel parti régional vont éventuellement voter pour Modi au scrutin national. En effet – et là est le risque de dérive vers la démocratie illibérale – Modi construit son pouvoir sur ce qu'un analyste indien a appelé « Faites-moi confiance ». Ce « Faites-moi confiance » balaie le type de justification de la démocratie traditionnelle où l'on juge un pouvoir sur ce qu'il a dit, ce qu'il a promis, ce qu'il a fait, etc. et s'appuie sur une stratégie de communication intégrale... à une exception : jamais de conférence de presse ! Mais tous les jours le pouvoir poste des messages sur les réseaux sociaux (facebook, etc.). Les multiples programmes sociaux qui sont mis en œuvre portent toujours la photo du Premier ministre. Je ne parlerai pas d'un culte de la personnalité mais d'une cristallisation politique sur l'image d'un homme. Modi, par exemple, a su saisir les circonstances d'un attentat au Cachemire avant l'élection d'avril-mai 2019. Aussitôt son compte Twitter a changé, devenant « Narendra Modi le gardien » (le protecteur de la nation).

Cette politique de communication constante rencontre aussi un écho dans une certaine évolution de la classe moyenne et bien sûr dans l'évolution idéologique de la diaspora indienne aux États-Unis qui joue un rôle très important dans toute cette affaire et, entre autres, dans le rapprochement entre les États-Unis et l'Inde.

PIERRE ANTONMATTEI

Effectivement, Narendra Modi est une bête politique. Il ne pense qu'à la politique. Fêré de *high tech*, il *tweete* sans arrêt (un peu comme Donald Trump...). Fréquemment, il réunit les hauts fonctionnaires (par-dessus la tête des ministres) pour leur donner des consignes. C'est un mode de gouvernement assez particulier.

Son omniprésence médiatique et sa volonté de tout faire lui-même lui font cependant commettre de graves erreurs. Je pense à un épisode bien connu : le 9 novembre 2016, sous prétexte de lutter contre la corruption et l'économie souterraine, Narendra Modi annonça en personne que tous les Indiens possédant des billets de 500 roupies (7 euros) et de 1000 roupies (14 euros), gravés à l'effigie du Mahatma Gandhi (avec un plafond de 4000 roupies par personne soit 55 euros), devaient les remettre aux banques pour qu'ils soient retirés de la circulation, la raison invoquée étant de lutter contre la corruption, les billets en question devant être remplacés ultérieurement. Dans les faits, faute de pouvoir

imprimer assez vite les milliards de billets nécessaires en temps voulu, la quasi-totalité des acteurs de l'économie furent privés de liquidités pendant des mois, cependant que des files d'attente gigantesques se pressaient devant les ATM (distributeurs de billets). De cet épisode calamiteux, Modi n'avait pas informé Raduram Rajan, le très estimé directeur de la Banque nationale de l'Inde, bien connu de toutes les banques nationales de la planète, car, quelques années auparavant, il avait fortement diminué la dette de son pays. Néanmoins Modi le remplaça par un autre directeur, aussi compétent, lequel connut à son tour le même sort. *In fine*, au total, l'Inde mit trois ans à récupérer la perte du PNB due à cette bévue monétaire.

De la même manière, Narendra Modi a décidé, pratiquement seul, lors de l'apparition du coronavirus d'instaurer un confinement de la population des bidonvilles, initiative très discutable vu la densité extrême de ce segment de population. Il ne semble pas qu'il ait consulté des économistes indiens, lesquels sont pourtant souvent considérés comme excellents dans le monde entier.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Le BJP et le phénomène Modi ne peuvent-ils être mis en rapport avec le nationalisme de tous les grands pays émergents ? N'y a-t-il pas, par exemple, une analogie entre le BJP, le nationalisme de l'*hindutva*, et ce que représente le Parti communiste chinois (PCC) dont Jean-Paul Tchang nous disait qu'il était l'héritier de toute l'histoire de la Chine, des empereurs jusqu'à nos jours ? Cela ne nous renvoie-t-il pas au néo-ottomanisme d'Erdogan, au nationalisme iranien chiite ? On pourrait aussi parler du Pakistan, encore que le nationalisme pakistanais soit très spécifique parce que, faute d'autres éléments d'identité, c'est vraiment l'identification à une religion.

Ne sommes-nous pas là en présence du réveil d'émergents qui estiment avoir des revanches à prendre sur un passé qui les a dominés, humiliés ? Est-ce un cas tellement particulier à l'Inde ?

Les nationalismes indien et chinois se heurtent déjà depuis longtemps. J'avais été très frappé dans mes contacts en Inde de voir la « vivacité » – dirais-je en forme

de litote – avec laquelle s'étaient exprimés les dirigeants indiens quand on avait abordé le sujet de la Chine. Visiblement ils n'ont pas oublié la guerre de 1962 dans l'Himalaya et les humiliations qu'a subies l'Inde de la part de la Chine. Il y a là des facteurs que l'on est obligé de prendre en compte. L'Asie n'est pas simple.

À ce stade, je me tourne vers Pierre Antonmattei, je pense qu'il serait utile d'inscrire ce que vous nous avez dit dans une fresque un peu plus large : Comment se définit la trajectoire de l'Inde depuis une vingtaine d'années ? Comment est-on passé de la prépondérance du Congrès à celle du BJP ? Comment l'économie indienne s'est-elle développée sous l'effet de « médecines » plus ou moins libérales ?

PIERRE ANTONMATTEI

L'économie de l'Inde était au départ une économie administrée. Il ne faut pas oublier qu'au début de l'indépendance il y avait entre l'Inde et l'URSS un lien économique et même un peu politique. Les entreprises étaient non pas nationalisées mais surveillées. Toute entreprise qui voulait faire un investissement devait absolument demander l'autorisation de l'administration. Cette phase d'économie administrée n'a pas été un succès, malgré quelques éléments positifs (la construction de barrages hydroélectriques, par exemple, s'est bien développée). Mais, sous Nehru, le PIB ne croissait que de 3 % par an, ce qui était trop peu pour un pays aussi peuplé que l'Inde. Pour donner du travail aux jeunes Indiens, il faut une économie beaucoup plus dynamique.

Clairement pro-capitaliste, sauf pour les petits commerçants, le BJP est un parti de droite classique sur le plan économique. Petit à petit, les deux partis, le Congrès et le BJP, se sont mis d'accord pour solder cette administration économique et finalement libérer l'économie, notamment les exportations et les importations, ce qui a immédiatement stimulé l'économie. Et on peut dire que de 1990 à 2016 la moyenne de la croissance annuelle du PIB a été de 8 %, comparable à la croissance chinoise. Donc à ce moment-là l'Inde a rattrapé la Chine en termes de croissance.

L'Inde a beaucoup progressé sur le plan industriel, il est vrai que, comme la Chine, mais dans une moindre mesure, elle a des sources d'énergie : le charbon d'abord, les barrages hydroélectriques, et bien d'autres ressources.

L'Inde peut-elle être une deuxième Chine ?

PIERRE ANTONMATTEI

À terme, il se peut qu'elle le soit mais je crois qu'il faudra du temps.
Je détaillerai sommairement les forces et les faiblesses de ce pays pas comme les autres :

Les atouts :

Avant son indépendance, personne ne croyait à la démocratie indienne, (surtout pas l'Angleterre), vu le caractère si compliqué, si bigarré, si divers du pays, si chahuté aussi par la nature. « Et pourtant elle tourne », même si elle a des manques et insuffisances. Quelle démocratie n'en a pas ?

L'Inde a eu la chance d'avoir forgé pour son indépendance, une véritable *dream-team* (Gandhi, l'homme qui a su galvaniser son peuple par la non-violence ; Nehru, un dirigeant de grande classe qui a infusé à son pays ce que l'Angleterre avait de positif ; Sardar Patel, l'homme qui a su unifier tous les petits royaumes de l'Inde ; et enfin Ambedkar, le plus conscient des énormes besoins sociaux de son pays et aussi un véritable génie politique, auteur de la Constitution de l'Inde, ce qui lui a permis de « démarrer » dans le concert des nations, tout en comprenant que le fédéralisme était nécessaire à son pays).

Un des grands atouts de l'Inde est que tous les Indiens ont la conscience d'être les héritiers d'une grande histoire et d'une grande civilisation, à nulle autre pareille. Tous, jusqu'au plus déshérité des habitants des bidonvilles, croient dur comme fer à l'avenir de leur pays.

Les atouts culturels de l'Inde sont considérables et variés (monuments de toute beauté et de toutes sortes), littérature, cinéma (ancien et moderne), théâtre, arts musicaux ». Les capacités touristiques de l'Inde sont énormes quoiqu'encore sous-exploitées (l'année précédant le coronavirus, l'apport du tourisme de la France a atteint 90 milliards d'euros, alors que l'Inde n'a encaissé que 10 milliards d'euros). Par ailleurs, les vedettes de Bollywood ne manquent pas de donner leur avis avec franchise aux dirigeants de leur pays, pour les appuyer ou pour les critiquer.

Autre atout, l'Inde possède des poids lourds dans l'industrie ; d'abord le plus ancien, le mythique Tata. Moins connu le Groupe Comraft, très implanté en Afrique, et beaucoup d'autres, Birla, Essar, Larsen et Toubro, le Godrej group et le groupe des deux frères Ambani (Mukesh et Anil ce dernier ayant en charge le montage des avions Rafale en Inde), et enfin Infosys, le géant indien des technologies nouvelles. Ces groupes ont des traits communs : ce sont souvent des groupes familiaux sous la houlette d'un CEO (PDG), très internationalisés, en général basés à Mumbai. Ils s'adonnent souvent à des activités d'intérêt général (orphelinats, jardins publics, parcs nationaux) allant jusqu'à la construction de ports de commerce, qui manquent cruellement au pays, car ils estiment nécessaire de pallier les insuffisances de l'État central dans ces domaines.

Enfin, l'Inde présente la caractéristique de ne jamais avoir été gouvernée par son armée et d'être fondamentalement un pays qui veut la paix. Si on regarde les pays de toute l'Asie on est obligé de constater que de nombreux pays, petits et grands, ont été ou sont en guerre, ou sont actuellement gouvernés de fait par leur armée (Chine, Russie, et jadis le Japon).

Les manques :

Le plus fondamental est selon moi l'éducation, très défailante en Inde. C'est une réalité parfois occultée par les performances des Indiens en informatique, mais l'appareil éducatif indien est lamentable. Ce pays apparaît en bas de tous les classements en matière de niveau scolaire. C'est une grande différence avec la Chine : les pays communistes ont généralement misé beaucoup sur l'éducation.

Au début, le Congrès était assez allant, le Parlement indien a notamment adopté une loi en 2009 qui a rendu obligatoire la scolarisation de tous les enfants âgés de 6 à 14 ans. Tout ceci s'est complètement délité. Les professeurs, nommés « au piston », sont constamment absents. Des enquêtes ont révélé que beaucoup d'enseignants ne sont jamais présents face à leurs élèves. Près de 2,3 millions d'enfants d'âge primaire ne sont pas scolarisés dont 62 % de filles. Les écarts se creusent à l'entrée dans le deuxième cycle du secondaire (niveau lycée). En revanche on trouve au niveau de l'enseignement supérieur l'équivalent de nos grandes écoles (qui ressemblent parfois à des campus américains).

Modi semble avoir pris conscience du problème. Je l'ai entendu déclarer à la télévision que l'Inde devra faire bien mieux en matière d'éducation.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Cet écart en matière d'éducation entre la Chine et l'Inde révèle la différence entre le marxisme qui a innervé la Chine moderne et l'arrière-plan non pas clérical (il n'y a pas de clergé hindouiste) mais religieux de l'*hindutva* qui ne pousse pas vers la culture des valeurs de la connaissance.

PIERRE ANTONMATTEI

Les deux seuls États fédérés qui avaient une École à peu près correcte, le Bengale et le Kérala (alors communistes) avaient participé au classement Pisa¹²... et ils étaient les derniers ! Les meilleurs de l'Inde étaient les plus mal classés.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Pisa est un système qui mesure les compétences (et non pas les savoirs) acquises par les élèves à un certain niveau, ce qui est d'ailleurs très contestable à mon avis.

Nous avons parlé de la Chine, ce qui nous amène à aborder l'aspect international.

La Chine a un PIB 4 ou 5 fois supérieur à celui de l'Inde et une montée exponentielle qui fait que les États-Unis ont découvert il y a quelques années que le PIB de la Chine menaçait de dépasser le leur. Cela s'est traduit par un raidissement des relations sino-américaines. D'abord avec Obama. Souvenons-

¹² Pisa (de l'anglais *Programme for International Student Assessment*) désigne le Programme international pour le suivi des acquis des élèves, ensemble d'études menées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et visant à mesurer les performances des systèmes éducatifs des pays membres et non membres. Les enquêtes sont menées tous les trois ans auprès de jeunes de 15 ans dans les 36 pays membres de l'OCDE ainsi que dans de nombreux pays partenaires et aboutissent à un classement dit « classement Pisa ».

nous de sa politique du « pivot »¹³ vers la Chine et le Pacifique. Puis avec Trump qui a entamé une guerre commerciale et technologique et émis l'idée d'un *containment*, d'un endiguement de la Chine s'appuyant sur un certain nombre de pays : le Japon, l'Inde, les pays de l'Asean (association des nations de l'Asie du Sud-est : l'Indonésie, le Vietnam, la Thaïlande...), et l'Australie. Tout ceci permettant, en prospective, d'équilibrer la puissance de la Chine.

L'Inde a des points forts. C'est une démocratie. C'est un pays très peuplé qui sera plus peuplé que la Chine d'ici peu. Comme les Chinois, les Indiens se sont dotés d'une dissuasion nucléaire. Ils disposent de missiles balistiques dont la dernière série (Agni V) porte à plus de 5000 kilomètres, c'est-à-dire que les villes chinoises sont sous la menace de ces missiles indiens.

En même temps l'Inde a beaucoup de retard sur la Chine. Et surtout l'interpénétration économique entre l'Inde et la Chine instaure plutôt des rapports de domination d'un pays développé sur un pays encore largement sous-développé, même s'il y a des secteurs qui se développent remarquablement, comme l'informatique, l'automobile, etc.

Il faut donc resituer ce problème dans un contexte plus large. L'Inde va-t-elle rompre avec sa politique de non-alignement traditionnelle, politique qui l'avait rapprochée de la Russie et en même temps de la Chine ? Les Indiens sont récemment devenus membres à part entière de l'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS)¹⁴. Il y a des aspects contradictoires dans la politique indienne mais on a quand même le sentiment que depuis quelques années l'Inde penche de plus en plus du côté américain, ce qui l'amène à rompre avec l'orientation traditionnelle de sa diplomatie.

Mais ce n'est qu'un point de vue contestable sur la longue durée...

¹³ Le « pivot » asiatique, projet de Barack Obama, était destiné à faire basculer le « centre de gravité » de la diplomatie américaine vers l'Asie-Pacifique, au détriment des Européens.

¹⁴ L'Organisation de coopération de Shanghaï a été fondée en 2001 par les dirigeants de la Russie, de la Chine, du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan. Ses objectifs principaux sont le renforcement de la confiance entre les États membres, la sauvegarde de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région et le développement de la coopération dans les domaines politiques, économiques et commerciaux.

PIERRE ANTONMATTEI

Il est vrai que l'Inde a des points forts. La pharmacie, par exemple : en trois décennies, elle s'est hissée parmi les dix plus gros exportateurs de médicaments. Les Indiens sont très bons en mathématiques. L'Inde a un programme spatial et lance des satellites performants et compétitifs.

Mais l'Inde, comme maints autres pays, est confrontée à un autre problème, c'est la corruption. On a découvert qu'en Inde la moitié des embauches se font par « piston », ce qui n'est pas propice au développement économique.

Il y aurait aussi beaucoup à dire de l'administration indienne qui était plus efficace à l'époque de la domination britannique.

Sur le plan international le problème le plus préoccupant ce sont les « coups d'épingles » répétés de la Chine contre l'Inde.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Que pouvez-vous nous dire au sujet du Cachemire, un problème latent, un peu comme la Palestine ? Il faudra quand même bien un jour en parler.

N'y a-t-il pas une solution ? Ne peut-on organiser un référendum ? Est-il possible de trancher cette querelle qui obscurcit les rapports de l'Inde et du Pakistan ?

PIERRE ANTONMATTEI

En 1949-1950, Nehru s'était engagé à organiser au Cachemire le référendum d'autodétermination proposé par l'ONU. Très vite il y avait renoncé devant les réticences des Indiens eux-mêmes, au prétexte que tous les dieux de l'Inde sont originaires du Cachemire (où l'on retrouve l'*hindutva*).

Nehru avait compris que céder le territoire du Cachemire au Pakistan serait un suicide politique.

Sur ce dernier point je suis d'accord avec vous.

Il me semble nécessaire de préciser l'historique du Cachemire et de la question du référendum.

Une insurrection a soulevé une partie des Cachemiris contre le Maharadjah Hari Singh. Les insurgés cachemiris ont été très vite soutenus par des djihadistes pakistanais venus des zones tribales parmi lesquels il y avait des officiers pakistanais en civil (l'un d'entre eux a publié ses mémoires). Pour mettre un terme à cette situation Nehru s'est tourné vers les Nations Unies en proposant que la question soit posée devant le Conseil de sécurité. À son grand désappointement, il a constaté que les Britanniques pesaient sur les Américains pour faire en sorte que les actions perpétrées au Cachemire par ces djihadistes nouvellement pakistanais ne soient pas clairement condamnées. Le Conseil de sécurité a renvoyé les deux parties à égalité et a proposé de régler la question par un référendum. Solution que Nehru a acceptée. Le problème c'est que, de 1948 à 1957, toutes les résolutions ont été faites sous le Titre VI de la Charte des Nations Unies (Règlement pacifique des différends), chapitre qui ne s'applique que par recommandations : « Le Conseil de sécurité propose que..., souhaiterait que..., va mettre en place une commission qui..., etc. ». D'autre part, le préalable à tout référendum est que les troupes pakistanaises quittent le Cachemire du Maharadjah, en l'occurrence, la partie du Cachemire tenue par le Pakistan, au nord et à l'ouest, lors du cessez-le feu de janvier 1949. Or ces troupes se sont maintenues.

Cela n'invalide pas l'argument que vous mettiez en avant – et auquel je souscris –, à savoir que, pour un parti au pouvoir, redessiner la carte de l'Inde serait prendre un très grand risque.

Une solution avait été proposée par le général Musharraf avec Atal Bihari Vajpayee, Premier ministre indien BJP, puis avec Manmohan Singh, Premier ministre congressiste, qui était de maintenir les frontières, c'est-à-dire de ne pas changer la carte de l'Inde ni celle du Pakistan, en s'accommodant d'un *statu quo* sur la Ligne de contrôle qui sépare le Cachemire en deux : au nord (Gilgit Baltistan) et à l'ouest (l'Azad-Cachemire) la partie pakistanaise, et au Sud, le

Jammu-et-Cachemire administré par l'Inde. On était en 2007, des négociations secrètes s'étaient tenues avec des envoyés spéciaux, la configuration était idéale, avec un Premier ministre indien BJP et un général à la tête du Pakistan. Ils auraient pu faire changer les choses.

Puis Musharraf a perdu la main et il ne s'est plus rien passé.

« Qu'avez-vous trouvé sur votre bureau comme dossier sur le Cachemire ? » a-t-on demandé au nouveau ministre des Affaires étrangères pakistanais d'un nouveau régime civil... « Rien ! », avait-il répondu...

Aujourd'hui, le changement de statut du Cachemire¹⁵, les mesures de rétorsion contre les Cachemiris mises en place il y a un peu plus d'un an, avec, entre autres, l'assignation à résidence des leaders politiques cachemiris pro-indiens, donnent du grain à moudre au Premier ministre pakistanais qui s'est répandu au Pakistan même et dans les tribunes internationales pour faire accuser l'Inde. Il a été largement déçu, aussi bien au Conseil de sécurité – bien qu'il ait eu l'appui de la Chine – que dans le monde musulman. Les pays musulmans, en particulier les pays du Golfe, sont perçus aujourd'hui de façon très amère à Islamabad car ils voient avant tout dans l'Inde un important acheteur de pétrole et la cible de fructueux investissements.

Au-delà de cela, concernant la politique étrangère, je voudrais souligner deux marqueurs :

Si on peut considérer que la Chine est devenue un pays émergé, incontestablement l'Inde est un pays émergent. Deux faits :

En 2019 l'Inde est devenue la cinquième puissance économique du monde, dépassant le Royaume-Uni et la France. Modi ne cache pas son ambition : le PNB de l'Inde avoisine aujourd'hui 2 700 milliards de dollars. Modi (avant la pandémie de la COVID) a défini comme cibles 5 000 milliards de dollars en 2025 et 10 000 en 2030 ou 2032. Pour le moment seuls les États-Unis et la Chine ont un PNB qui dépasse 10 000 milliards de dollars.

¹⁵ Depuis le 31 octobre 2019, le Cachemire indien est composé des « territoires de l'Union » du Jammu-et-Cachemire et du Ladakh, un statut inférieur à celui d'État fédéré qu'avait la région jusqu'ici. Ce changement confère un plus grand pouvoir au gouvernement central dans la gestion des affaires locales.

Le 1^{er} janvier prochain l'Inde va de nouveau être membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle a été élue au mois de juin 2020 avec 184 votes sur 192.

Ceci contraste avec le problème d'image que le régime rencontre à l'international et dans les grands médias, notamment américains. On a vu récemment des anciens directeurs de la diplomatie s'affronter dans les colonnes de revues. Un ancien responsable de la diplomatie indienne dénonçait l'évolution de l'Inde dans *Foreign Affairs*¹⁶. Un de ses anciens collègues, plus proche du pouvoir, s'indignait : c'est saboter la nation que d'écrire cela dans des revues étrangères !

En tout cas, l'Inde devra combiner ce qui peut permettre la course à la puissance. Et ce qui permet la course à la puissance, à mon sens, relève de diverses catégories. Il y a évidemment la catégorie économique. Là, le différentiel entre l'Inde et la Chine s'est accru considérablement. Or les marges de manœuvre géopolitiques ou géostratégiques dépendent aussi des moyens économiques dont on dispose. Quand la Chine consacre un peu plus de 2 % de son PNB à sa défense, cela fait beaucoup plus que l'Inde qui y consacre 2,6 % ou 2,7 %.

On voit se poser très clairement la question des moyens dans ce qui est le nouveau champ géostratégique majeur : l'horizon maritime, dont les enjeux deviennent déterminants, sans altérer pour autant le champ premier qui reste celui des frontières continentales avec la Chine et le Pakistan, alors que les stratèges s'interrogent : Que se passera-t-il si l'on doit faire une guerre contre « deux ennemis et demi » (Pakistan, Chine et une insurrection rajeunie au Cachemire) ?

Ce nouveau champ stratégique, c'est le fameux « Indo-Pacifique ». Après s'être interrogée, l'Inde a décidé de faire partie de la relance du dialogue de sécurité quadrilatéral (ou « Quad ») rassemblant les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde. Mais pour le moment le « Quad » est essentiellement une tribune de discussion. Début septembre, le chef des armées indiennes a toutefois annoncé que l'Inde participerait aux patrouilles militaires des autres membres du « Quad » dans l'Indo-Pacifique. Aussitôt les observateurs se sont interrogés : cela signifie-t-il que le « Quad » va véritablement prendre une dimension militaire ? Mais

¹⁶ Shivshankar Menon, « League of Nationalists. How Trump and Modi Refashioned the U.S.-Indian Relationship », *Foreign Affairs*, Septembre-octobre 2020.

pour se renforcer il faut en avoir les moyens. Or le ralentissement de l'économie indienne à partir de 2018 et l'effet traumatisant de la Covid (le PNB indien a chuté de 23 % au deuxième trimestre) posent à cet égard un problème.

J'évoquerai aussi la nécessité de clarifier ce qu'est la politique économique indienne vis-à-vis des pays étrangers. En effet le discours est assez subtil, pour ne pas dire confus. Le mot d'ordre, depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi, est « *Make in India* » : Venez en Inde, investissez en Inde – et, sous-entendu, faites des transferts de technologies, vous serez bien accueillis. Avec la crise de la Covid, il a lancé un nouveau mot d'ordre appelant à une Inde beaucoup plus autonome : « *Make in India* » est devenu « *Make for the world* ». Les milieux économiques internationaux, les investisseurs, s'interrogent : Va-t-on voir une poursuite des réformes que les ultralibéraux jugent insuffisantes ? Ces questions sont importantes.

J'en termine avec une question majeure, constamment débattue dans les colonnes des journaux et dans les cénacles des *think tanks* indiens et étrangers, notamment américains : Les tensions prolongées avec la Chine aux marges du Cachemire, vont-elles rapprocher davantage l'Inde des États-Unis ?

Quand on observe les choses de près on s'aperçoit que la Chine envoie constamment des signaux. Tous les ans, tous les deux ans, se produit un incident frontalier. Cela remonte à très loin. Quand les relations entre les deux pays avaient été rétablies, à l'époque de Rajiv Gandhi et par la suite, chaque visite d'un Premier ministre indien en Chine coïncidait avec un tir de missile à longue portée : une façon d'envoyer un message, dans un jeu largement codé.

Mais aujourd'hui la situation sur la ligne de contrôle au Ladakh, entre Inde et Chine, est véritablement préoccupante, sans devoir nécessairement déboucher sur un conflit ouvert. Ces tensions, qui sont interprétées de façons diverses en Inde et sur lesquelles le gouvernement a été jugé opaque par l'opposition, ravivent la question d'un rapprochement accru avec les États-Unis. Le ministre des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, avait pour sa part précisé en juillet, un mois après un grave accrochage entre troupes indiennes et chinoises, que l'Inde resterait fidèle à sa ligne : multiplier les partenariats mais sans sceller des alliances militaires.

Un autre point est un peu plus inquiétant. Aujourd'hui, le budget militaire de l'Inde est à peine supérieur à celui de la France, ce qui signifie que ce pays, de fait très sous-militarisé, est vulnérable aux tentatives d'avancées chinoises. Modi l'a compris et aujourd'hui l'Inde achète du matériel militaire d'une manière massive (dont les 36 avions Rafale), y compris à la Russie qui construit sur son sol une grande usine qui fournira 200 hélicoptères de combat Kamov-KA 226 T et des centaines de lanceurs de missiles russes sol-air de type S-400. Mais il est politiquement un peu difficile de prioriser le budget militaire dans un pays où il y a encore beaucoup de pauvreté. C'est un élément que les politiques peuvent prendre en compte.

Sur le plan économique, l'Inde est en retard de 20 à 25 ans sur la Chine. On m'a raconté des histoires sur ce qui se passe dans le reste du monde, avait déclaré Deng Xiao Ping à son retour d'un voyage en Asie du sud-est en 1978. Ce fut le point de départ du grand mouvement de réforme chinois. L'Inde, qui, contrairement à la Chine, n'a jamais eu de Révolution culturelle, continue à subir les blocages liés aux inhibitions culturelles. De plus, les réformes n'ont pas été au niveau de ce qu'elles auraient dû être et surtout ont été freinées par la fameuse bureaucratie indienne. Ces blocages qui subsistent ne masquent pas les grands succès indiens dont vous avez parlé mais, pour ne prendre qu'un exemple, des choses aussi simples que des problèmes de cadastre, de vente de terrains... paralysent encore les entreprises. L'Inde souffre aussi d'un retard en matière d'infrastructures malgré des progrès considérables.

La comparaison avec la Chine reste très au désavantage de l'Inde. Une croissance de 8 % ou 9 % pendant plus d'une décennie ne compense pas le fait que la Chine a galopé aussi vite, sinon plus vite, et les 25 années de retard sur la Chine sautent aux yeux pour qui visite aujourd'hui les deux pays.

Sur le plan de la politique étrangère, je voudrais insister sur ce que vous avez dit à propos du « boulet » que le Cachemire représente pour l'Inde. Tout responsable indien, tout conseiller des ministres indiens voit le monde à travers

les lunettes du Cachemire et de sa relation avec le Pakistan. Cela suscite en eux une terrible inhibition qui épuise leur énergie. Il n'en reste pas moins que l'Inde a une vraie grande stratégie de défense, notamment dans le domaine nucléaire. Elle a aussi construit dans l'espace une puissante panoplie. De plus, Narendra Modi a fait ces dernières années un nombre de voyages considérable dans la région alors qu'auparavant les Premiers ministres indiens voyageaient assez peu et entretenaient des relations difficiles avec tous leurs voisins. Il faut souligner la volonté de Modi d'aller partout, d'être beaucoup plus présent. Malgré tous ces efforts de réalisme, malgré la compréhension qu'ont les Indiens du monde et des enjeux, ce « boulet » du Cachemire les freine et empêche l'Inde de se déployer comme elle devrait le faire. Même dans l'Océan indien qu'ils considèrent naturellement comme « leur » océan et où ils montent une importante flotte, on sent que les Indiens ne voient ce monde qu'à travers le prisme de la question pakistanaise et indirectement celui du Cachemire, ce qui les gêne dans leur déploiement.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

J'irai dans le sens de Monsieur l'ambassadeur sur les comparaisons avec la Chine.

Lors des quelques reportages que j'avais effectués en Inde dans les années 70 et 80, j'avais observé que 10 % de la population indienne était au niveau des pays développés. 60 millions d'Indiens (sur 600 millions) vivaient comme les Français.

L'Inde avait déjà à l'époque une école nucléaire forte. Elle avait développé des compétences en informatique. Les Américains commençaient d'ailleurs à utiliser les ingénieurs informaticiens indiens pour gérer leur sous-traitance, notamment la société Control Data. Les Indiens avaient bâti une industrie électronique, en partie grâce à la France.

L'écart avec la Chine reste considérable car l'Inde n'a pas su, comme la Chine, constituer une classe moyenne : 200 millions sur 1 400 millions d'Indiens (400 à 500 millions en Chine). La Chine s'est donc développée beaucoup plus vite.

Aujourd'hui, les Indiens essayent d'attirer les investisseurs occidentaux, notamment dans l'informatique et la sous-traitance.

En effet nous n'avons pas délocalisé que notre pharmacie. L'essentiel des ingénieurs de Cap Gemini sont en Inde. Peugeot envisage de délocaliser non pas

la production mais la conception d'un certain nombre de véhicules car l'Inde a des ingénieurs parfaitement compétents.

L'achat d'avions de chasse Rafale à la France comprenait un volet sur les « *offsets* » : transferts de technologies et contreparties industrielles, notamment le montage.

Les Indiens vont donc progressivement rattraper une partie de leur retard, peut-être pas sur la Chine mais sur nous !

Les hindous n'ont jamais voulu aller conquérir des terres et des âmes en dehors de leur territoire. Contrairement à la religion musulmane, l'hindouisme n'est pas messianique. C'est sans doute ce qui explique l'affrontement systémique, la violence entre musulmans et hindous si perceptible en Inde. Cela constitue un risque, non seulement aux frontières mais à l'intérieur de l'Inde, jusqu'au Rajasthan (80 millions d'habitants).

La montée des violences n'est pas l'apanage de l'Inde. Les États-Unis, par exemple, qui adressent au gouvernement indien des avertissements rappelant que la majorité ne doit pas maltraiter les minorités, ont eux-mêmes une vision communautariste : une addition des minorités au détriment de la majorité. La majorité ne doit pas imposer sa loi aux minorités... mais n'est-ce pas l'un des principes de la démocratie ? On voit cette survalorisation des minorités, vision américaine, tenter de s'imposer à des pays comme la Chine, la Russie... mais aussi la France, menaçant le principe de laïcité. Le combat est donc aussi idéologique et on peut comprendre que les Indiens résistent. Les Français essayent – faiblement – de résister.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

J'adresse une question à Monsieur l'ambassadeur Dejammet : pourquoi l'Inde ne siège-t-elle pas au Conseil de sécurité des Nations Unies comme membre permanent ? N'est-ce pas scandaleux ?

J’imagine que le Pakistan, comme d’autres pays, avait aussi cette ambition ...

Vous avez parfaitement raison de souligner que l’Inde deviendra membre non permanent à partir du mois de janvier. Le chiffre, qui confirme simplement un accord préalablement obtenu dans les couloirs, ne veut pas dire grand-chose. À la fin des années 90, l’Inde avait voulu renverser les usages qui veulent qu’on s’entende entre groupes régionaux sur le candidat du groupe qui sera élu membre non permanent. L’Inde, brutalement, décida de se présenter de son propre chef. Ce fut un échec humiliant. En se présentant indépendamment du choix qui avait été concocté dans les couloirs des Nations Unies, l’Inde n’avait obtenu qu’une cinquantaine de voix. Ce fut une très dure épreuve pour l’ambassadeur.

On a évoqué les progrès de la Chine, la Révolution culturelle, le « Grand Bond en avant ». On sait de combien de millions de vies ces développements se sont payés. En Inde il n’y a pas eu l’équivalent. Pourtant l’Inde est devenue un très grand pays, même si elle est encore traversée de vagues de violence (on pense à Indira Gandhi tuée par ses gardes du corps). Mais elle n’a pas connu l’équivalent du prix payé par les Chinois pour être ce qu’ils sont.

Dans les années 60, l’Inde entretenait de bonnes relations avec la Russie (qui était d’ailleurs arrivée à régler un conflit indo-pakistanaï à Tachkent). Elle avait également de très bons rapports avec les États-Unis, rapports un peu humiliants parce que désespérément l’Inde manquait chaque année de 10 millions de tonnes de blé (elle avait besoin de 80 millions de tonnes de blé et n’en produisait que 60 à 70) et elle dépendait de l’aide alimentaire que le Congrès américain vota par la loi PL 480¹⁷.

Or ce *gap* cruel, humiliant mais vital pour l’Inde, a été comblé par la « Révolution verte ».

¹⁷ En 1954, le président Eisenhower avait fait voter la *Public Law* (PL 480, *Agricultural Trade Development and Assistance Act*) qui ouvrait un crédit important destiné à offrir des dons alimentaires à des pays encore trop pauvres pour acheter comptant les céréales et les aliments dont leurs populations avaient besoin et qu’ils ne pouvaient pas produire sur place.

Qui a été à l'origine de cette « Révolution verte » qui a permis à l'Inde d'être autonome sur le plan alimentaire ? Fut-elle le fait de savants indiens ou d'interventions étrangères ? A-t-elle consisté en un recours aux OGM ? C'est quand même un des phénomènes les plus importants des cinquante dernières années : ce pays qui était obligé de s'humilier chaque année devant Monsieur Chester Bowles (ambassadeur des États-Unis en Inde de 1963 à 1969) et Madame Chester Bowles en sari pour obtenir le vote de cette loi PL 480 et 10 millions de tonnes de blé, est arrivé à surmonter cette menace endémique, de famine. C'est un grand événement de l'humanité.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je voudrais revenir sur la comparaison entre la Chine et l'Inde. Les violences chinoises liées à la Révolution culturelle sont évidemment abominables et massives mais j'ai cru comprendre en écoutant les divers exposés que les violences plus sourdes et plus continues que connaît l'Inde, qui sont très peu compatibles, ne sont pas non plus quelque chose de négligeable. Une comparaison entre les deux pays – sinistre d'une certaine manière parce que chiffrée – ne serait quand même pas sans intérêt.

Jean-Pierre Chevènement a rappelé que le Parti communiste chinois, un parti extrêmement volontariste, a sorti la Chine de la pauvreté, l'a aidée à surmonter une situation que l'Inde a beaucoup plus mal surmontée. Il y a quelque chose de beaucoup plus ancien que le Parti communiste qui est l'État. On n'a pas parlé de la diversité indienne, du mode fédéraliste indien dans sa particularité. La différence entre les deux pays avait déjà été soulignée par Hegel dans les *Cours sur la philosophie de l'histoire*. De mémoire, il disait que la valeur des Chinois se mesure à ce qu'ils se sont faits dans le grand ensemble de l'État alors que l'Inde a toujours vécu dans une sorte de diversité qui ne lui permettait pas de se hausser au niveau historique. Le point de vue de Hegel, qui fait écho à ce que vous disiez, ajoute, me semble-t-il, un élément de profondeur du champ historique à cette comparaison.

NATHALIE PILHES

Ma question se situe dans le prolongement de la réflexion de Marie-Françoise Bechtel. La structure institutionnelle de l'État est-elle un atout ou un frein pour le développement de l'Inde ? Quelle est la marge de manœuvre de l'État fédéral par rapport aux États fédérés ?

JEAN-LUC RACINE

Je répondrai brièvement à votre question sur la « Révolution verte ». Il se trouve que c'est quasiment la première recherche de terrain que j'aie faite en Inde le siècle d'avant.

La Fondation Ford a joué un rôle décisif dans cette affaire. Pour Washington, favoriser la Révolution verte était évidemment un moyen d'éviter la Révolution rouge. En effet le Parti communiste indien avait à ce moment-là un poids sans commune mesure avec celui qu'il a aujourd'hui.

La question des OGM ne se posait pas en tant que telle. L'homme-clef de la Révolution verte était Monkombu Swaminathan, agronome de Madras qui avait été en poste à l'Institut du riz de Manille. Le fondement de la Révolution verte fut, schématiquement, la diffusion de nouvelles variétés à haut rendement de certaines céréales, essentiellement le riz et le blé. Il s'agissait aussi, en combinaison avec de nouvelles semences et l'irrigation, de favoriser les engrais.

Le résultat, vous l'avez dit, a été tout à fait remarquable. Le problème, c'est que l'Inde d'aujourd'hui paie cette Révolution verte, avec des nappes phréatiques asséchées, avec une pollution due aux engrais chimiques... Le nombre de suicides de paysans est l'un des facteurs emblématiques de la crise de l'agriculture.

La Révolution verte a permis d'assurer la sécurité alimentaire mais il y a aujourd'hui un prix à payer qui soulève la question : peut-il y avoir une nouvelle politique écologique environnementale ?

Je reviens aux manques de l'Inde. Concernant l'agriculture rien n'est vraiment réglé, la situation varie d'une année à l'autre. La qualité de l'agronomie en Inde dépend largement de la mousson. Modi a fait des efforts pour améliorer les locaux de stockage et les routes conduisant aux villages. Mais, en septembre 2020, il a mis le monde rural en ébullition en décidant de fermer les marchés agricoles locaux (appelés *mandis*), dans lesquels les paysans avaient l'habitude de vendre leurs produits en négociant au mieux la valeur de leurs recettes, ceci pour que les paysans vendent leurs produits à des opérateurs privés. Les agriculteurs s'opposent à cette fermeture car ils craignent d'y perdre. Même des élus du BJP ont participé aux manifestations visant à annuler cette réforme, tant le mécontentement est profond.

Je ne suis pas un grand apôtre du fédéralisme. Toutefois l'Inde est tellement diverse (18 langues officielles ont été reconnues par la Constitution indienne !) qu'un État centralisé tel que le nôtre, est inenvisageable.

Le fédéralisme est une force pour l'Inde en raison de sa diversité ethnique. Les Adivasi (aborigènes de l'Inde eux-mêmes divisés en de nombreuses tribus) par exemple, sont aussi des enfants de l'Inde. Je ne suis donc pas d'accord avec la critique du fédéralisme, en ce qui concerne l'Inde en tout cas.

L'une des faiblesses de l'Inde réside dans ses infrastructures. Modi a fait beaucoup d'efforts mais le problème de l'Inde, c'est que l'on construit mais on n'entretient jamais. On a beau injecter de l'argent, les routes, les ponts ne sont pas entretenus... La mortalité due aux accidents de voitures est extravagante¹⁸, actuellement 200 000 morts par an, selon une source indienne fiable. Une nouvelle loi serait en chantier, prévoyant des sanctions contre les mauvais conducteurs, mais il n'y aurait pas de permis de conduire, sans doute parce que les Indiens se borneraient à les acheter... Par ailleurs l'Inde, à son indépendance, avait hérité des Anglais d'une administration de valeur. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, sauf exception, les acteurs de nombre d'administrations étant la plupart du temps tentés d'en tirer un profit personnel.

¹⁸ Selon le rapport 2016-17 du ministère des Transports routiers et des Autoroutes, en 2015, 501 423 accidents de la route ont fait 146 133 morts et 500 279 blessés.

En Inde la pollution est effrayante : l'hiver à Delhi est connu pour l'épais nuage qui stagne pendant des mois. Les rivières et les plages sont trop souvent dans un état lamentable. Une des plaisanteries bien connues des Indiens est qu'aucun politicien ne veut jamais s'occuper de ce sujet, car le Premier ministre lui collerait immédiatement la corvée de faire nettoyer le Gange, mission considérée comme totalement impossible.

Le traitement des déchets est par ailleurs très insuffisant, souvent effectué par des gamins qui ne vivent pas très longtemps. Cependant, dans la ville de Pune, des femmes dont c'était le travail se sont intelligemment organisées, demandant du matériel moderne, des vêtements adéquats, des locaux corrects et ont négocié leur temps de travail avec les dirigeants de la ville.

Une partie de la population a un niveau de vie proche des classes moyennes européennes (l'estimation du nombre de ces Indiens n'est pas aisée, de l'ordre de 300 millions) et l'Inde compte environ 500 millions de foyers ruraux (ce chiffre est le plus élevé de tous les pays du monde) aux ressources assez variables mais limitées. Il reste donc 500 millions d'Indiens vivant dans des bidonvilles, ou des cabanes de fortune, ou des logements sociaux construits souvent par les derniers Premiers ministres datant du Congrès.

Dans ces conditions, il est compréhensible qu'un nombre important d'Indiens, qui n'ont pas tous l'accès à l'eau ni à l'électricité, soient dans un état sanitaire insatisfaisant. L'Inde possède un assez grand nombre d'hôpitaux publics mais ils sont insuffisamment équipés. Les hôpitaux privés, plus attractifs mais plus chers, accueillent des patients fortunés (par exemple ceux des pays du Golfe).

Concernant les conditions de vie des femmes indiennes, si globalement le statut de la femme s'est amélioré depuis 1947, il reste beaucoup à faire sur bien des sujets. En 2015, Narendra Modi a prononcé un grand discours ciblant une pratique odieuse qui n'a pas encore totalement disparu. À cette date, en moyenne, sur 1000 nouveaux bébés, on estimait qu'il manquait environ 100 filles. Il y avait donc nettement plus de garçons. La raison en était que les parents considéraient souvent la naissance d'une fille comme une catastrophe, parce que la coutume exige que la famille de la fille verse une dot, souvent importante, à la famille du nouveau marié. Jadis, surtout en zone rurale, on tuait tout simplement les bébés de sexe féminin (par asphyxie par le sable ou par le lait). Aujourd'hui, il suffit de payer un médecin complaisant pour qu'il fasse mourir une petite fille non désirée... une pratique contre laquelle, dans son discours précité, Modi a tonné

contre les médecins « marrons » en leur promettant des sanctions exemplaires. Mais je ne suis pas encore assez au courant de ce qui se passe actuellement sur ce sujet en Inde.

Le très regrettable manque de femmes en Inde peut expliquer, sans excuser, deux autres fléaux très communs frappant les femmes indiennes, à savoir les atteintes sexuelles et les viols, notamment en Inde du nord, à tel point que la capitale de l'Inde est souvent qualifiée de capitale du viol. C'est pourquoi Arvind Kejriwal, le patron du grand Delhi, mégapole de 40 millions d'habitants, réputé pour son honnêteté, a imposé la non-mixité dans le métro de cette capitale. Mais les femmes de l'Inde ont appris depuis longtemps à se défendre et à agir pour avancer.

Pour en terminer, je fais ici mention d'un incident dont j'ai été le témoin, ainsi que mon épouse. En janvier 2019, un véritable torrent de 6 millions de femmes a constitué une chaîne humaine de 629 kilomètres pour protester contre l'interdiction qui leur était faite d'entrer dans le temple de Sabarimala (au Kérala à Cochin), alors même que la Cour suprême de l'Inde avait, quelque temps auparavant, pris une position contraire... qu'elle confirma d'ailleurs peu après, devant la marée humaine de ces femmes de l'Inde...

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci à vous, Pierre Antonmattei, pour cette somme impressionnante de connaissances réunies sur l'Inde, sur tous les sujets, et sur ce que vous en avez tiré.

Merci également à Jean-Luc Racine.

Et merci à vous toutes et à vous tous de votre contribution.

PUBLICATIONS RÉCENTES

L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

Colloque du lundi 1^{er} février 2016

ÉTATS-UNIS, HORIZON 2017

Colloque du lundi 18 avril 2016

INTÉGRATION, LAÏCITÉ, CONTINUER LA FRANCE

Colloque du lundi 23 mai 2016

OÙ VA L'INDE ?

Colloque du lundi 6 juin 2016

LES ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL

Colloque du lundi 4 juillet 2016

LA DÉMOGRAPHIE EN EUROPE ET SES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Colloque du lundi 24 octobre 2016

L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ PAR LE PEUPLE : LIMITES, SOLUTIONS

Colloque du lundi 14 novembre 2016

QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?

Colloque du lundi 12 décembre 2016

VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION, MYTHE OU RÉALITÉ ? QUELLE STRATÉGIE POUR LA FRANCE ?

Colloque du lundi 6 mars 2017

ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE

Colloque du lundi 20 mars 2017

CIVILISATION, AVEC OU SANS 'S' ?

Colloque du lundi 22 mai 2017

OÙ VA LA TURQUIE ?

Colloque du lundi 29 mai 2017

L'AVENIR DES RELATIONS GERMANO-AMÉRICAINES

Colloque du lundi 18 septembre 2017

MAX GALLO, LA FIERTÉ D'ÊTRE FRANÇAIS

Rencontre-hommage du mardi 21 octobre 2017

L'ÉCOLE AU DÉFI DE L'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE

Colloque du lundi 27 novembre 2017

LE MOMENT RÉPUBLICAIN EN FRANCE ?

Colloque du lundi 11 décembre 2017

QU'Y-A-T-IL DANS LE CHAUDRON DU MOYEN-ORIENT ?

Colloque du lundi 12 février 2018

DÉSERTIFICATION ET RÉANIMATION DES TERRITOIRES

Colloque du mardi 27 février 2018

L'EUROPE, COMMENT CA MARCHE ET COMMENT LA REDRESSER ?

Colloque du mardi 20 mars 2018

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE, LA STRATÉGIE DE LA CHINE

Colloque du lundi 4 juin 2018

FAKE NEWS, FABRIQUE DES OPINIONS ET DÉMOCRATIE

Colloque du mercredi 20 juin 2018

L'EUROPE FACE À L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

Colloque du lundi 24 septembre 2018

LE DROIT CONTRE LA LOI
Colloque du lundi 22 octobre 2018

**ORDOLIBÉRALISME, MERCANTILISME ALLEMAND ET FRACTURES
EUROPÉENNES**
Colloque du lundi 19 novembre 2018

SITUATION DE L'ITALIE, RÉALITÉ ET PERSPECTIVES
Colloque du mercredi 5 décembre 2018

OÙ VONT LES ÉTATS-UNIS ?
Colloque du mardi 29 janvier 2019

**LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ ET LES PERSPECTIVES DE LA
DÉMOGRAPHIE FRANÇAISE**
Séminaire du mardi 2 avril 2019

LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, QU'EST-CE À DIRE ?
Colloque du mardi 16 avril 2019

L'EURO VINGT ANS APRÈS, BILAN ET PERSPECTIVES
Colloque du lundi 6 mai 2019

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET POLITIQUE EUROPÉENNE
Colloque du mardi 18 juin 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE
PIERRE BROCHAND**
Séminaire du mardi 2 juillet 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET
L'EMPLOI**
Colloque du mardi 24 septembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?
Colloque du mardi 5 novembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?

Colloque du mardi 3 décembre 2019

**IRAN, ÉTATS-UNIS, OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS
CONDUIT-ELLE ?**

Colloque du mercredi 5 février 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**

Colloque du mercredi 4 mars 2020

NOTES ET ÉTUDES :

Parues récemment :

- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica, « **Allemagne, un sursaut inattendu** », juin 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, vice-présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **L'ordolibéralisme allemand, obstacle à la puissance européenne** », mai 2020.
- **Anne-Marie Le Pourhiet**, Professeur de droit public à l'Université Rennes 1, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La gestation historique et juridique de la souveraineté nationale et populaire** », mai 2020.
- **Jean-Eric Schœttl**, conseiller d'État (h), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve du droit européen** », mai 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, vice-présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **L'intégration européenne et la résurgence des nationalismes** », mai 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, vice-présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **Peut-il y avoir une démocratie européenne ?** », janvier 2020.
- **Benjamin Morel**, maître de conférence en Droit public à l'Université Paris II Panthéon-Assas, docteur en Science politique de l'École Normale Supérieure Paris-Saclay, « **Le droit à la différenciation, les dangers d'une révision constitutionnelle** », juillet 2019.
- **Alain Dejammet**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Samuel P. Huntington revisité** », avril 2019.
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica, **Joachim Imad et Nathan Crespy**, « **Une vue d'ensemble sur les relations commerciales internationales** », août 2018.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **La relation franco-allemande et le problème de l'hégémonie en Europe** », note de lecture de l'ouvrage de Georg Blume, *Der Frankreich-Blues* (Edition Körber, Hambourg, 2017), par Baptiste Petitjean, ancien directeur de la Fondation Res Publica, et Lise Buttin.
- « **Réhabiliter la nation, rétablir l'État** », note de lecture de l'ouvrage de David Djaïz, *Slow Démocratie – comment maîtriser la mondialisation et reprendre notre destin en main ?* (Allary Éditions, 2019), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **France-Allemagne, rétablir l'équilibre des forces en Europe** », note de lecture du livre d'Edouard Husson, *Paris-Berlin : la survie de l'Europe* (Gallimard, octobre 2019), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Le couple franco-allemand n'existe pas** » note de lecture du livre de Coralie Delaume, *Le couple franco-allemand n'existe pas. Comment l'Europe est devenue allemande et pourquoi ça ne durera pas* (Michalon, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Une approche réaliste des problèmes internationaux** », note de lecture du livre d'Hubert Védrine, *Comptes à rebours* (Fayard, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Les nouvelles routes de la soie et les ambitions mondiales de la Chine** », note de lecture du livre d'Alice Ekman (dir.), *La Chine dans le monde* (CNRS éditions, 2018), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Déchiffrer le monde** », note de lecture du livre de Thierry de Montbrial, *Vivre le temps des troubles* (Albin Michel, 2017), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en novembre 2020